

David PAVOT, Ph. D.

514-582-6610

david.pavot@usherbrooke.ca

Citoyen français, résident permanent au Canada depuis 2017

Formation

- 2016 :** Docteur en droit – Université Côte d’Azur
Mention très honorable avec les félicitations du jury à l’unanimité et proposition de publication.
Recherche sur « le risque économique en droit international » (482 p.) sous la direction de M. Th. Garcia professeur à l’Université Grenoble-Alpes.
- Jury : L. Balmond, Professeur à l’Université Toulon Var (rapporteur)
Th. Garcia, Professeur à l’Université Grenoble-Alpes (directeur)
J-Ch. Martin, Professeur à l’Université Nice Sophia-Antipolis (examinateur)
M. Mbengue, Professeur à l’Université de Genève (rapporteur)
M. Teller, Professeure à l’Université Nice Sophia-Antipolis (présidente)
- 2005 :** Master 2 droit international et européen (option recherche), mention assez Bien, major de promotion – Université de Nice Sophia-Antipolis UFR IDPD
- 2004 :** DESS Sécurité, Défense - Université de Nice Sophia-Antipolis, UFR IDPD
- 2003 :** Maîtrise en droit international et européen, mention assez Bien – Université Nice – Sophia Antipolis - Faculté de droit
- 2002 :** Licence en droit, mention assez bien – Université Nice – Sophia Antipolis.
- 2001 :** Deug de droit, mention assez bien

Emplois occupés à l’Université

1 - Activités principales :

- 2015 – présent :** **Directeur et co-fondateur de la clinique juridique en droit international (Bureau d’Assistance Juridique Internationale) – Faculté de droit de l’Université de Sherbrooke**
Recherche de mandats, développement de cours, recrutement d’étudiants, structuration de la clinique.
- 2012 - présent :** **Chargé de cours à forfait (contrat à temps plein – permanence obtenue) à la Faculté de droit de l’Université de Sherbrooke et coordinateur pédagogique de la Maîtrise en droit international et politique internationale appliqués.**
Cours enseignés : Droit international économique, droit international public, droit international économique, droit international et biotechnologies, droit de l’union européenne, construction européenne, arbitrage international, simulation en droit international, simulation des travaux d’une organisation internationale.
Probation réussie en droit et en politique.
Responsabilités administratives : développement du programme DIPIA, recrutement des étudiants (hausse significative des inscriptions), création d’un réseau de partenaires professionnels (Cour africaine des droits de l’homme et des peuples, OACI, OIT, OTAN,

ECOSOC, TPIR, TPIY, TSL, ministères, cabinets d'avocats, etc.), gestion quotidienne du programme.

Activités de recherches : 7 colloques internationaux organisés au Québec ou à l'étranger,

Hiver 2017 : **Professeur à temps partiel – Faculté de droit, section de droit civil, Université d'Ottawa.**
Cours enseigné : droit international monétaire et financier

2010 – 2012 : **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER),** Section droit public (02), Université de Nice Sophia-Antipolis.
Travaux dirigés enseignés : droit international économique, droit international public, droit de l'Union européenne, droit des libertés fondamentales.

2006 – 2009 : **Allocataire moniteur.** Université de Nice Sophia-Antipolis.
Travaux dirigés enseignés : droit international public

2 - Autres activités :

Octobre 2018 : **Conférencier – Université de Strasbourg (France) –** Cours de droit international bancaire et financier

Octobre 2018 : **Professeur invité - ESTA Belfort – Université de Montbéliard (France) –** International business law (en anglais)

Mars 2018 : **Professeur invité – Université d'Artois (France) -** Série de conférences données en droit international des relations internationales économique, droit international. Droit international des droits de la personne

Janvier 2018 : **Professeur invité – Trapca – Unitar - Arusha (Tanzanie) –** Introduction au droit international économique (cours en ligne)

Décembre 2017 : **Professeur invité - ESTA Belfort – Université de Montbéliard (France) –**International Business law (en anglais) / Biotechnology and international law (en anglais)

Octobre 2017 : **Professeur invité - Trapca – Unitar - Arusha (Tanzanie) –** Introduction au droit international économique (cours en ligne)

Juillet 2017 : **Professeur invité – Trapca – Unitar – Kigali (Rwanda) –** Trade services and international law (en anglais)

Octobre 2016 : **Professeur invité - ESTA Belfort – Université de Montbéliard (France) –** International business law (en anglais)

Octobre 2015 : **Professeur invité – Trapca – Unitar - Arusha (Tanzanie) –** Interprétation des accords de commerce

Depuis 2010 : **Professeur invité - ESTA Belfort – Université de Montbéliard (France) -** International business law (en anglais)

Octobre 2014 : **Professeur invité – Trapca – Unitar - Arusha (Tanzanie) –** Rédaction d'accords de commerce

Mars 2013 : **Professeur invité – Trapca – Unitar - Arusha (Tanzanie) –** Interprétation des accords de commerce

2019 – 2013 : **Professeur associé - École de Journalisme de Nice (France) -** Droit international, droit du sport, droit européen, introduction au droit, droit du travail, droit des contrats

2006 – 2010 : **Professeur associé à l'École de commerce de NICE – IDRAC (France) –** Droit international, droit européen, droit international économique, introduction au droit, droit du travail, droit des affaires, droit des contrats.

Activités de conseil et de consultation

1 – Conseil dans des affaires contentieuses :

3. Cour de justice de la Communauté des États d’Afrique de l’est, *Léon Mugesera c. Rwanda* (2018 - ...).
2. Cour Africaine des droits de l’Homme et des peuples, *Léon Mugesera c. Rwanda* (2016 - ...) : obtention de mesures provisoires, en attente de la décision au fond.
1. Comité contre la torture des Nations Unies, *Léon Mugesera c. Canada* (2015-2018) : obtention de la condamnation du Canada.

2 – Conseil lors de négociations :

3. Association des Brasseurs de Bière du Québec, *Le processus d’importation de bière au Canada et le droit de l’OMC* (2018 - ...)
2. Association des Brasseurs de Bière du Québec, *Le traitement des Brasseurs au regard du droit international*, (2018) : représentation devant le gouvernement canadien et québécois relatives à des pratiques internationales.
1. Agence Mondiale Antidopage, *Renouvellement de l’accord de siège avec le Canada* (2017) : Rédaction du guide de négociation et représentation devant le gouvernement canadien.

3 – Consultation

7. Agence mondiale antidopage (juin 2018 - ...) : *Analyse des pratiques étatiques en matière de conformité à la Convention de l’UNESCO sur le dopage.*
6. Organisation internationale de la francophonie (février 2018 - ...) : *Le respect des droits fondamentaux dans les contrats miniers.*
5. Association des Brasseurs du Québec (janvier 2018) : *Questions commerciales posées par le monopole de la SAQ.*
4. Association de l’Aluminium du Canada (janvier – avril 2017) : *La redéfinition du commerce Canada-États Unis.*
3. BRP (décembre 2016 – avril 2017) : *La place de la conformité douanière dans l’entreprise et les accords de libre-échange.*
2. Groupement d’Achat en Commun pour l’Est du Québec (septembre – novembre 2015) : *Comment verdir les marchés publics ?*
1. Gouvernement du Royaume du Cambodge (janvier – avril 2012) : *précontentieux OMC concernant les semences de riz.*

Activités de recherche

1 – Publications

1.1. Ouvrages dirigés :

4. D. Pavot (dir.), *Les pandémies et le droit*, RDUS, 2017/2
3. G. Dufour, D. Pavot (dir.), *La crise des dettes et le droit*, Lexis Nexis, Montréal, 2015.
2. V. Tomkiewicz, W. Hoeffner, D. Pavot (dir.), *La responsabilité à l'OMC*, Pedone, Paris, 2014.
1. V. Tomkiewicz, Th. Garcia, D. Pavot (dir.), *Les sources du droit de l'OMC*, Pedone, Paris, 2013.

1.2 Articles dans des revues scientifiques à comité de lecture :

8. « Le retrait du Rwanda de sa déclaration permettant aux individus et ONG de saisir la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples », *Revue Québécoise de Droit international*, accepté.
7. « Réflexions sur l'interprétation des actes unilatéraux des États à la lueur de la décision de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples du 3 juin 2016 dans l'affaire Victoire Ingabire c. Rwanda », *Revue de droit international et comparé*, 2018/1.
6. « Le Paquet de Bali et la sécurité alimentaire » (avec G. Dufour), *L'Observateur des Nations Unies*, vol 39, 2016.
5. « Les pandémies et le droit : vers une plus grande solidarité ? » (avec M.-E. Couture-Ménard) *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, 2017/2.
4. « The Use of dictionary by the WTO Appellate Body – Beyond the search of ordinary meaning », *Journal of International Dispute Settlement*, 2013/1.
3. « Faut-il instaurer une procédure de faillite souveraine inspirée du droit des entreprises en difficulté ? », *Revue des Procédures Collectives*, 2012/5.
2. « Le rattachement de Nice et de la Savoie à la France et le droit des traités », *L'Observateur des Nations Unies*, 2011, vol. 29. Article cité au Bulletin de la cour de cassation sous un arrêt du 4 mai 2012.
1. « L'Union européenne et les coups d'État dans les États tiers », *Revue des Affaires Européennes*, 2006/2.

1.2. Contribution dans des ouvrages collectifs :

9. « L'interprétation (dé)raisonnable du retrait de l'engagement de l'État et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », in A.S. Millet-Devalle, M. Arcari (dir.), *L'engagement de l'État en droit international*, Giuffrè, Milan, 2018, *accepté*.
8. « L'AECG, le PTP et les clauses de survie insérées dans les traités bilatéraux d'investissement : une perspective canadienne », in C. Deblock, J. Lebullenger (dir.), *Génération TAFTA*, Presses universitaires de Rennes, 2018.
7. « Le règlement des différends dans l'AECG » avec G. Dufour in C. Deblock, J. Lebullenger, S. Paquin (dir.), *L'AECG : un nouveau pont sur l'Atlantique*, PUQ, 2015.
6. « LE PRIME-Finance : un nouveau tribunal arbitral pour l'endettement étatique ? », in G. Dufour, D. Pavot (dir.), *La crise des dettes souveraines et le droit*, Lexis-Nexis, 2014.
5. « Les rapports normatifs entre l'Union européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce », (avec Vincent Tomkiewicz) in L. Burgorgue-Larsen, E. Dubout, A. Maitrot de la Motte, S. Touzé (dir.), *Les rapports normatifs*

entre le droit de l'Union européenne et le droit international, Pedone, Paris, 2012.

4. « De l'usage du dictionnaire par l'Organe d'Appel de l'OMC », in V. Tomkiewicz, Th. Garcia, D. Pavot (dir.), *Les sources et les normes dans le droit de l'OMC*, Pedone, 2013.

3. « La sujétion de l'Union européenne à l'Organisation Mondiale du Commerce : tentative d'identification » in V. Tomkiewicz (dir.), *L'OMC et les sujets de droit*, Bruylant, Bruxelles, 2011.

2. « Les négociations dans le cadre de l'OMC : quelle cohérence ? », in V. Michel, *Le droit, les institutions, et les politiques de l'Union européenne face à l'impératif de cohérence*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009.

1. « Le développement des accords entre l'Éducation Nationale et la Défense : entre programmation et professionnalisation », in L. Balmond (dir.), *L'enseignement de défense : bilan et perspectives*, IDPD Université de Nice – C2SD Ministère de la Défense, Nice, 2008.

. Contributions régulières dans la Chronique des faits internationaux de la Revue Générale de Droit International Public dirigée par le Professeur L. Balmond :

13. « L'affaire *Bowman c. Monsanto Co et Al.* De la Cour suprême des États-Unis », *Revue Générale de droit international public*, 2013/IV (avec G. Dufour).

12. « Le 'Panel of Recognized International Market Experts in Finance' : nouveau développement de la médiation et de l'arbitrage », *Revue Générale de Droit International Public*, 2012/IV.

11. « FMI - augmentation de 430 milliards du capital », *Revue Générale de Droit International Public*, 2012/III.

10. « France : respect par Renault Trucks de l'embargo sur les armes au Soudan », *Revue Générale de Droit International Public*, 2012/I.

9. « Monaco – France (17 mars 2010) : coopération internationale visant à lutter contre des supporters présumés dangereux », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2010/II.

8. « Tribunal Arbitral du Sport : réforme procédurale », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2010/I.

7. « Honduras- Réflexions suscitées par la crise constitutionnelle », », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2009/IV.

6. « Madagascar : réactions internationales suscitées par le coup d'Etat de mars 2009 », », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2009/III.

5. « FMI – Réforme des quotes-parts et de la représentation (28 avril 2008) », », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2008/III.

4. « Conseil de l'Europe : Résolution 1602 (2008) de l'Assemblée parlementaire sur la nécessité de protéger le modèle sportif européen (24 janvier 2008) », », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2008/II.

3. « Suède : ouverture d'une ambassade virtuelle (30 mai 2007) », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2007/III.

2. « Haute Cour de Justice de Londres, 15 février 2007, *Donegal International Limited c./ République de Zambie (2007 EWHC197)* : Observations sur le contentieux de la dette privée des Etats », *Chronique des faits internationaux*, *Revue Générale de Droit International Public*, 2007/II.

1. « Les événements de Ceuta et Melilla des 28 et 29 septembre 2006 et la question migratoire », *Revue Générale de Droit International Public (Chronique des faits internationaux)*, 2007/I.

Notes de lecture :

2. « Régis Bismuth – La coopération internationale des autorités de régulation du secteur financier », *Revue Québécoise de Droit International*, 2012.

1. « Julien Cazala, « Le principe de précaution en droit international », *Revue des Affaires Européennes*, 2006/2.

1.3. Billets de Blogue :

11. « Le commerce : une affaire de personnes plutôt que de chiffres », 13 décembre 2017, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

10. « Conférence ministérielle de l’OMC : ce soir, le verre est presque vide », 11 décembre 2017, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

9. « Le vent de Buenos Aires soufflera-t-il favorablement sur les négociations de l’OMC ? », 10 décembre 2017, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

8. « J-1 avant l’ouverture de la conférence ministérielle de l’OMC : entre espoir et désespoir », 9 décembre 2017, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

7. « Dans le ventre de la bête », 8 décembre 2017, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS et Blogue de la SQDI.

6. « Les droits des peuples autochtones devant la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples ... À l’Est de l’Afrique, rien de nouveau ? (ou presque) », 27 juin 2017, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

5. « L’avis de la Cour de Justice de l’UE du 16 mai 2016 sur l’accord de libre-échange Singapour – Union européenne : Une embuche de plus (?) sur le chemin tortueux de l’AECG », 1^{er} juin 2017, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS et Blogue de la SQDI.

4. « Troisième journée à Nairobi : Please tell them to make a deal ! » avec G. Dufour, 17 décembre 2015, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

3. « Deuxième jour à la Conférence ministérielle de l’OMC à Nairobi : sécurité maximale et négociations au ralenti » avec G. Dufour, 16 décembre 2015, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

2. « Notre première journée à la Conférence ministérielle de l’OMC à Nairobi » avec G. Dufour, 15 décembre 2015, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

1. « Quelques doutes sur le caractère contraignant de l’Accord de Paris » avec G. Dufour, 14 décembre 2015, À qui de droit – Faculté de droit de l’UdeS.

2 - Colloques organisés :

11. Les monnaies et le droit : évolution(s)/révolution(s), Colloque conjoint Université de Sherbrooke - Université de Nice (21 et 22 juin 2018) avec K. Luciano.

10. Le Brexit : à faire ou à défaire ? (29 mars 2018), Université de Montréal, avec St. Beaulac et N. Neuwahl.

9. La contribution des cliniques juridiques à la formation de l’étudiant, 4ème colloque du Réseau des cliniques juridiques francophones, Université de Lomé (6 et 7 mars 2018) avec X. Aurey, G. Dufour et D. Kossi.

8. État généraux de la SQDI : L’innovation en droit international (enseignement/Recherche), Société Québécoise de Droit International, Montréal (7 novembre 2017), avec Fr. Roch.

7. Les Pandémies et le droit, Université de Sherbrooke (6 novembre 2015).

6. Aviation Civile et mécanisme mondial des émissions de carbone – Université de Sherbrooke (3 mai 2014). Subvention Connexion du CSRH (avec G. Dufour et K. Plouffe-Malette).

5. La crise de dettes souveraines et le droit – Approches croisées Canada –Europe - Université de Sherbrooke (10 et 11 juin 2013). Subvention Connexion du CRSH (avec G. Dufour).
4. L'OMC et le règlement des différends, Université de Nice (21-22 juin 2012) (avec Th. Garcia, W. Hoeffner et V. Tomkiewicz).
3. La responsabilité à l'OMC, Université de Nice (23 - 24 juin 2011) (avec Th. Garcia, W. Hoeffner et V. Tomkiewicz).
2. Sources et normes et droit de l'OMC, Université de Nice (24 - 25 juin 2010) (avec V. Tomkiewicz et Th. Garcia).
1. L'OMC et les sujets de droit, Université de Nice (25 - 26 juin 2009) (avec V. Tomkiewicz et Th. Garcia).

3 - Conférences

55. « La politique féministe du Canada et le droit international », Colloque l'agenda progressiste du Canada, ENAP Montréal, 22 mars 2019.
54. « RCEP, PTP and the rules of origin : what's new ? what's next ? what's wrong ? », Colloque Académie Diplomatique du Vietnam, 23 novembre 2018.
53. « Les menaces financières », Colloque Les nouvelles menaces, ICES-La Roche sur Yon, 14 octobre 2018.
52. « Genre et commerce international : l'apport de la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation des femmes. Trop peu, trop tard ? », Colloque du Réseau EMOJIE, Université de Nice, 7 septembre 2018.
51. « Droit international et développement : la sécurité alimentaire comme composante du droit à l'alimentation », Rapport pan-canadien, avec G. Dufour, Colloque de l'Association internationale de droit comparé, Colloque de l'Académie Internationale de Droit Comparé, Fukuoka, 27 juillet 2018.
50. « Que reste-t-il du FMI ? », Colloque La monnaie et le droit : évolution(s)/révolution(s), Université de Nice, 22 juin 2018.
49. « La monnaie et la renégociation de l'ALENA », Université de Sherbrooke, 4 juin 2018.
48. « La déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation des femmes », École d'été en droit international appliqué, Université de Sherbrooke, 30 mai 2018.
47. « La crise de la dette vénézuélienne », CEDIM, UQAM, 12 avril 2018.
46. « Le BREXIT et les relations commerciales multilatérales », Colloque Le Brexit : à faire ou défaire, Université de Montréal, 29 mars 2018
45. « L'OMC de l'intérieur : le développement et la place des pays africains à lors des conférences ministérielles – retour d'un négociateur », Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 15 mars 2018.
44. « Approche multidimensionnelle de la dette souveraine : droit international public, droit international économique, droits humains », Université d'Artois, Faculté de droit, 14 mars 2018.
43. « Les conférences ministérielles de l'OMC : retour d'expérience sur Bali (2013), Nairobi (2015) et Buenos Aires (2017) », Université d'Artois, Faculté de droit, 14 mars 2018
42. « De la création à l'opérationnalisation d'une clinique juridique », Université d'Artois, 13 mars 2018.
41. « La négociation de l'AECG : pratiques européenne et canadienne », Université d'Artois, 14 mars 2018.
40. « Le retrait du Rwanda de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », Université d'Artois, 12 mars 2018.

39. « Le clinique juridique et les causes militantes », 4^{ème} colloque du Réseau des cliniques juridiques francophones, Université de Lomé, Togo, 6 mars 2018.
38. « L’AECG et la politique commerciale progressiste du Canada », Le Canada entre commerce responsable et stratégie commerciale, CEIM, UQAM, 16 février 2018.
37. « L’enseignement asynchrone du droit international », États généraux de la Société québécoise de droit international, 7 novembre 2017.
36. « L’interprétation des actes unilatéraux : réflexions sur la décision du 3 juin 2016 de la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples *Victoire Ingabire c. Rwanda* », Colloque du Réseau EMOJIE, Université de Nice, 14 septembre 2017.
35. « La crise des dettes souveraines et le droit international : entre privatisation des profits et solidarité sur les pertes », Colloque de Société québécoise de science politique, 18 mai 2017.
34. « La dimension citoyenne de l’Université aujourd’hui : l’exemple du Bureau d’Assistance Juridique Internationale de l’Université de Sherbrooke », avec G. Dufour, Université de Lomé, 28 avril 2017.
33. « Le dossier Mugesera devant le Comité contre la torture », Faculté de droit, Université de Grenoble, 24 mars 2017.
32. « Le dossier Mugesera devant la Cour Africaine des droits de l’homme et des peuples », avec G. Dufour, Faculté de droit, Université de Grenoble, 23 mars 2017.
31. « Défendre les droits fondamentaux devant les juridictions internationales : expérience de la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples et du Comité contre la torture », Institut du Droit de la Paix et du Développement, Université de Nice, 20 mars 2017.
30. « Promouvoir les droits humains : le dossier Léon Mugesera c. Canada devant le Comité contre la torture », Colloque du Réseau Francophone des Cliniques juridiques, Faculté de droit, Université de Bordeaux, 16 mars 2017.
29. « How to solve conflict of norms between TPP and NAFTA », Colloque Canada, the United States and the Trans-pacific partnernship, University of Hawaii, 23 février 2017.
28. « Arbitrage investissement : le risque de forum-shopping existe-t-il (AECG, TPP et clauses de survies) ? », Colloque Les partenariats transatlantique et Transpacifique à l’ère de l’interconnexion, UQAM – Université d’Ottawa, 18 novembre 2016.
27. « Les négociations à l’OMC après Bali et Nairobi » avec G . Dufour, École d’été – Commercer dans un monde multipolaire, ENAP-UQAM, 18 août 2016.
26. « TPP and WTO: a legal perspective », International studies association – Asia Pacific annual conference, Honk-Kong City University, 22 juin 2016.
25. « Historique de l’encadrement juridique des crises financières », École d’été en droit international, Université de Sherbrooke, Juin 2016.
24. « La pandémie : quelle(s) définition(s) ? », Colloque Les pandémies et le droit, Université de Sherbrooke, novembre 2016.
23. « La crise des dettes grecques et le droit » UQAM, 22 octobre 2015.
22. Participant au séminaire fermé sur l’arbitrage investisseur-État, Université de Montréal, 5 février 2015.
21. « Trade Facilitation and LDC’s », Ministère du commerce du Cambodge, 25 novembre 2014.
20. « Le Paquet de Bali et la sécurité alimentaire » avec G. Dufour, Colloque Université Royale du Cambodge –

Université Paris VIII Saint Denis, 24 novembre 2014.

19. « Comment verdir les marchés publics québécois ? Cadre international et expériences étrangères », avec G. Dufour, GACEQ – Conseil du Trésor – Firme Morency (Québec), 17 novembre 2014.

18. « Les apports de la conférence ministérielle de Bali de l'OMC » avec G. Dufour, Université Laval, Conférence Maximilien Bibaud de la SQDI, 17 novembre 2014.

17. « Le juge national est-il compétent pour connaître du contentieux des dettes souveraines ? », Conférence annuelle du Conseil Canadien de Droit International, Ottawa, 14 novembre 2014.

16. « La conférence ministérielle de Bali et l'OMC », Université d'Artois, Douai, 14 mars 2014.

15. « Le rôle de la société civile lors des conférences ministérielles de l'OMC », Université Paris XIII, 12 mars 2014.

14. « Le PRIME-Finance, quelle compétence en matière de dettes souveraines ? », colloque La crise de dettes souveraines et le droit – Approches croisées Canada – Europe - Université de Sherbrooke, 11 juin 2013.

13. « L'UE et l'OMC », École d'été en droit international du Cercle Europe, Université Laval, mai 2013.

12. « Agences de notation et liberté d'expression », Colloque CREDECO, Université de Nice, février 2013.

11. « The sovereign debt crisis and international law », Conférence donnée dans le cadre du LL. M. Business Law in a global context, Université de Montréal, novembre 2012.

10. « Les rapports normatifs entre l'UE et l'OMC », Université Laval. 15 octobre 2012.

9. « La crise des dettes souveraines et le droit international public », Université de Sherbrooke, 5 octobre 2012.

8. « La réforme du système monétaire et financier », Rencontres de l'Institut, Université de Nice, 8 février 2012.

7. « Le rattachement de Nice à la France est-il licite ? », AERRI, Saint Martin Vésubie, 12 août 2011.

6. « Nice, Savoie et rattachement à la France », Rencontres de l'Institut, Université of Nice, 11 mars 2011.

5. « Le dictionnaire comme instrument d'interprétation de la règle de droit à l'OMC », Colloque Les sources et les normes dans le droit de l'OMC, Université de Nice, 25 juin 2010.

4. « L'UE et l'OMC », Colloque L'OMC et les sujets de droit, Université de Nice, 26 juin 2009.

3. « Les rapports institutionnels entre l'UE et l'OMC » Colloque Action Jean Monnet – Commission Européenne, Université Libre de Bruxelles, décembre 2008.

2. « L'UE et l'OMC : quelle cohérence dans les négociations ? », Colloque Le droit, les politiques et les institutions de l'UE face à l'impératif de cohérence, Université de Strasbourg, 11 mai 2007.

1. « L'UE et les coups d'État dans les États tiers », Colloque Action Jean Monnet – Commission Européenne, Université de Bologne, janvier 2007.

4 – Appartenance à des groupes et laboratoires de recherches

2. Membre du Laboratoire LADIE de l'Institut du droit de la paix et du développement de l'Université de Nice – Sophia Antipolis (2016 - ...)

1. Membre du groupe de recherches CEIM – UQAM sur les mutations du commerce international (2017 - ...)

Prix et distinctions

1. Prix de reconnaissance de la qualité de l'enseignement – Université de Sherbrooke – 2017

Subventions

1 - Subventions pédagogiques

2. Fonds d'innovation pédagogique de l'Université de Sherbrooke, *Mise en œuvre de la classe inversée au DIPIA*, 2015-2018, 40 000 dollars avec G. Dufour)

1. Université de Sherbrooke *MOOC d'introduction au droit international* – Université de Sherbrooke. 2014 – 2017, 52 000 dollars (avec G. Dufour)

2 - Subventions de recherches

24. Subvention Université de Sherbrooke - Fonds des chargés de cours, *Femmes et droit international économique*, 900 \$.

23. Subvention MITACS-Accélération, *Les évolutions des négociations commerciales internationales : questions choisies*, août 2018, 30 000 \$ (avec G. Dufour).

22. Fondation canadienne pour l'innovation, *HumanIT : base de données analysant les clauses de droits humains dans les TBI*, juin 2018, 232 500 \$, déposée (avec G. Dufour).

21. Subvention MITACS-Accélération, *L'aluminium vert et le commerce international*, juin 2018, 15 000 \$, (avec G. Dufour).

20. Subvention conjointe LADIE – CREDECO, *La monnaie et le droit : évolution(s) / révolution(s) ?*, juin 2018, 2 500 Euros (avec K. Luciano).

19. Subvention Institut Fédératif de Recherches – Université de Nice, *La monnaie et le droit : évolution(s) / révolution(s) ?*, 3 000 euros (avec K. Luciano)

18. Subvention Université de Sherbrooke – Fonds des chargés de cours, *Que reste-t-il du Fonds monétaire international ?*, juin 2018, 1 100 \$

17. Fondation Betto Seraglini for international justice, *Colloque du Réseau des cliniques juridiques francophones : Université des accès au droit*, mars 2018, 1 600 \$.

16. Subvention, Faculté de droit de l'UdeS, *Colloque Brexit à faire ou à défaire*, mars 2018, 500 \$

15. Subvention Université de Sherbrooke – Fonds des chargés de cours, *Le retrait de la déclaration du Rwanda permettant aux individus et ONG de saisir la Cour Africaine des droits de l'homme et des peuples*, juin 2017, 2 000 \$.

14. Subvention, Fondation Anthony Mainguené, *États généraux de la SQDI*, juin 2017, 1 200 \$.

13. Subvention Université de Sherbrooke – Fonds des chargés de cours, *Quelle valeur pour les assurances diplomatiques devant le Comité contre la torture ?*, avril 2017, 2 000 \$

12. Subvention MITACS-Accélération, *Le droit international économique en période de turbulences – Questions choisies : Gestion de l'offre et ALENA, Droits fondamentaux et BREXIT*, juin 2017, 30 000 \$ (avec G. Dufour).

11. Subvention MITACS-Accélération, *La redéfinition des accords de libre-échange par l'administration Trump*, juin 2017, 15 000 \$ (avec G. Dufour)
10. Subvention de recherches Association de l'Aluminium canadien, *La renégociation de l'ALENA : aspects de droit international*, Janvier 2017, 5000 \$ (avec G. Dufour)
9. Subvention de recherches BRP, *Les accords de libre-échange et la gestion de risque pour l'entreprise*, Décembre 2016, 34 500 \$ (avec G. Dufour)
8. Subvention MITACS-Accélération, *L'enchevêtrement normatif et institutionnel entre les accords de libre-échange*, octobre 2016, 30 000 \$ (avec G. Dufour)
7. Subvention Université de Sherbrooke, Fonds des chargés de cours, *Les accords de libre-échange et le droit international public*, juin 2016, 2000 \$
6. Co-chercheur à la subvention CRSH Connexion, *Colloque Aviation Civile et mécanisme mondial des émissions de carbone*, 12 000 \$ (co chercheur, chercheur principal : G. Dufour).
5. Commandites privées (23 partenaires) *Concours de procès simulé en droit international public Charles Rousseau*, mai 2014, 179 000 \$ (avec G. Dufour et K. Plouffe-Malette).
4. CRSH Connexion - *La crise de dettes souveraines et le droit : approches croisées Canada –Europe*, mai 2013, 35 000 \$ (avec G. Dufour).
3. Bourse de recherches de l'Université de Sherbrooke, *La crise des dettes souveraines : approche contentieuse*, janvier 2013, 7500 dollars
2. Conseil Général des Alpes maritimes, *Cycle de colloques sur l'OMC et le droit international public 2008 -2012*, 25 000 euros (avec V. Tomkiewicz, Th. Garcia et W. Hoeffner).
1. Université de Nice-Sophia Antipolis, *Cycle de colloques sur l'OMC et le droit international public 2008 -2012*, 15 000 euros (avec V. Tomkiewicz, Th. Garcia et W. Hoeffner).

3 - Subventions doctorales

Lauréat du Concours des Contrats d'ATER – Ministère de l'enseignement supérieur Financement de doctorat – 45 000 euros.

Lauréat du Concours des Contrats d'allocataire de recherches – Ministère de l'enseignement supérieur - Financement de doctorat – 70 000 euros.

Contributions à la vie facultaire

1 - À l'Université de Sherbrooke

Membre du comité d'évaluation périodique de la maîtrise en droit international et politique internationale appliqués (2017- ...) : rédacteur principal du rapport

Membre du comité réfugiés (2017 - ...).

Membre du comité sur l'apprentissage asynchrone (2017-2018).

Co-fondateur et co-directeur du Bureau d'assistance juridique internationale (BAJI) (2015-...).

Fondateur et organisateur du ciné-club en droit international (2015 - ...).

Organisateur du cycle de conférences professionnelles DIPIA (2013 - ...).

Organisateur du cercle de réflexion en droit international (2015- ...).

Membre du comité de gestion du DIPIA (2013 - ...).

Membre du comité d'attribution des bourses de stages DIPIA (2014 - ...).

Membre du comité consultation sur l'aide internationale du Canada (Rectorat de l'Université de Sherbrooke : mars – septembre 2016).

Représentant facultaire – Comité sur l'apprentissage numérique (2015).

2 - À l'Université de Nice-Sophia Antipolis

Membre associé du Laboratoire en droit international et européen - LADIE (EA 7414) depuis septembre 2016.

Co-fondateur et co-organisateur du cycle de conférences de l'Institut du Droit de la Paix et du Développement (2008 - 2013).

Membre élu du Conseil de l'Institut du Droit de la Paix et du Développement (2011-2013).

Membre élu du Conseil scientifique de l'Université de Nice Sophia-Antipolis (2011-2013).

Membre élu du Conseil de la Faculté de droit (2001-2002).

3 – À l'Université du Québec à Montréal

Membre du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) depuis 2018.

4 - À l'École de commerce de Nice – IDRAC

Membre du comité de réflexion sur le Master (2008-2010).

Membre du comité pédagogique (2007-2010).

Divers

1 - Concours de plaidoiries

Co-rédacteur de cas et juge de mémoire – Concours Charles Rousseau de procès-simulé en droit international – mai 2019 (commerce international) – Université de Strasbourg

Juge – Concours Charles Rousseau de procès-simulé en droit international – mai 2017 (piraterie maritime) – Université d'Abomey Calavi.

Juge - Concours Charles Rousseau de procès-simulé en droit international – mai 2016 (différend territorial) – Université de Montréal, concours à Cuba.

Co-Organisateur du concours Charles Rousseau de procès-simulé en droit international – mai 2014 : organisation matérielle et rédaction du cas pratique (aviation civile internationale) – Université de Sherbrooke.

Juge de mémoire - Concours Charles Rousseau de procès-simulé en droit international – mai 2013 (immunités diplomatiques) – Université de Bucarest.

Juge - Concours Charles Rousseau de procès-simulé en droit international – mai 2013 (investissement étranger et droit du sport) – Université d'Auvergne.

2 - Appartenance à des sociétés savantes

Secrétaire général du Réseau des cliniques juridiques francophones (2018 – 2020)

Membre du Réseau Francophone de Droit International.

Membre de la Société Québécoise de Droit International.

Membre de la Société Française pour le Droit International.

3 - Évaluations

Évaluateur pour l'Agence Nationale pour la Recherche (France).

Évaluateur externe pour les revues suivantes : Journal of International Dispute Settlement, Revue de droit de l'Université de Sherbrooke, Revue québécoise de droit international, Revue de droit de McGill

4 - Activités associatives

Manufacturiers et exportateurs du Québec - Membre du groupe en conformité douanière (mai 2016 – mai 2017).

Vice-Président de l'Association des anciens étudiants de l'Université de Nice (2010-2011).

Trésorier de l'Association des anciens étudiants de l'Université de Nice (2009 – 2010).

Vice-Président du Bureau des étudiants de la Faculté de droit de l'Université de Nice (2002-2003).

5 – Presse

De nombreuses d'entrevues données à RDI, LCN, Radio-Canada, TVA, La Presse, Le Devoir, Le Journal de Montréal, Le Journal de Québec, Les Affaires, Radio Ville-Marie, 98,5 FM, etc.